APPEL DU COMITÉ EXÉCUTIF NATIONAL DE LA FILPAC CGT LE 21 SEPTEMBRE, TOUTES ET TOUS DANS LA RUE ET EN GRÈVE!



La réussite de la première journée de mobilisation du 12 septembre contre les ordonnances Gattaz - Macron appelle une amplification de la mobilisation dans toutes les entreprises et en tout point du territoire.

ar centaines de milliers, jeunes, salariés, retraités se sont mobilisés contre la volonté de ce gouvernement de détruire notre droit du travail. Le mépris réitéré du président à l'encontre des travailleurs, par ses propos insultants (fainéants, illettrés, cynique, etc.), renvoie à une conception de classe des plus libérales et des plus violentes. Macron veut désintégrer tous liens sociaux et solidarité nationale conquis tout au long des luttes syndicales passées et des ordonnances du Conseil National de la Résistance.

Suppression de l'Impôt sur la Fortune, accompagnée de cadeaux fiscaux démesurés pour les plus riches quand le reste de la population va être à nouveau taxée, amputée de ses droits sociaux les plus élémentaires, de ses droits aux soins, à l'éducation, au logement. Fort de cette première journée de mobilisation, le Comité exécutif national appelle l'ensemble des syndicats de nos champs professionnels à amplifier le mouvement.

Plus que jamais, cette amplification repose sur la multiplication des contacts avec les salariés et la diffusion de nos communications (tract confédéral, lettre fédérale) auprès du plus grand nombre.

Plus que jamais, la grève doit être proposée, débattue dans nos syndicats et sur l'ensemble du territoire. La tenue d'assemblées générales, d'heures d'informations dans les entreprises, est indispensable pour mettre en débat les arrêts de travail dans le plus grand nombre d'entreprises et être le plus nombreux dans les rues et les cortèges de province et de Paris.

Toutes et tous pèsent l'enjeu autour de ces ordonnances mortelles pour l'ensemble des travailleurs. Personne, ni aucun secteur professionnel ne sera épargné.

La direction fédérale appelle l'ensemble de ses syndicats à organiser des mouvements de grève et de mobilisation pour faire échec à la destruction prévue de notre droit social. •